

Commission Charbonneau,

Les causes de la corruption dans l'État et leurs solutions selon Spinoza

Mémoire présenté dans le cadre de la consultation publique pour connaître les  
causes et les solutions à la corruption dans l'État

Par

Denise Gendron (doctorante en philosophie)

Université de Sherbrooke

Le 9 juillet 2014

## Les causes de la corruption dans l'État et leurs solutions selon Spinoza

Résumé : Spinoza, un philosophe rationaliste du XVIIe siècle, était un grand défenseur la défense de la raison, ce qui l'a conduit à élaborer deux projets. Le premier, le projet éthique, qui consiste en une éducation, cognitive, ontologique et affective de l'homme concernant sa nature et a pour but de se comprendre comme un homme libre; le deuxième, un projet politique qui consiste en l'intégration du modèle de l'homme libre à l'organisation de l'État. Spinoza sait très bien, en effet, que son projet éthique dépend d'un régime politique, la démocratie, qui laisse assez de liberté à l'homme pour qu'il pense par lui-même. Il déduit son modèle de gouvernance de la situation propre à la nature humaine et met en lumière les causes de la corruption dans l'État et, par conséquent, les principales mesures qui peuvent la prévenir.

Aussi, il me paraît tout à fait opportun, dans le cadre de ce mémoire, de vous présenter les idées de Spinoza concernant

1. Les causes de la corruption :
  - 1.1 La nature humaine, en tant qu'elle suit l'ordre de la nature et que le droit de nature de convoiter est inaliénable et que l'homme a une certaine conception de la paix ou de la liberté.
  - 1.2 La valeur (éphémère ou éternelle) que se donne un État, l'effet de cette valeur sur ses représentants, l'effet du pouvoir sur eux qui sont des exemples d'autorité pour les citoyens.
2. Les solutions de Spinoza : Considérer la nature humaine telle qu'elle est, être conscient de l'importance d'une valeur spirituelle pour la conservation de l'État, adopter des lois sévères pour les politiciens et les fonctionnaires, créer des syndicats pour protéger la législation, identifier les politiciens et les fonctionnaires par une tenue distinctive, faire prêter serment sur la paix et la liberté de l'État au lieu de faire prêter serment sur Dieu.
3. Notre solution : une éducation concernant le projet éthique de Spinoza.

## 1. Les causes de la corruption :

1.1 La nature humaine, en tant qu'elle suit l'ordre de la nature et que le droit de nature de convoiter est inaliénable et que l'homme a une certaine conception de la paix ou de la liberté.

Comme les causes et les principes naturels de l'État se déduisent de la condition humaine ordinaire, nous commencerons notre étude sur les causes et les solutions à la corruption dans l'État en parlant de la nature de l'homme, telle que la conçoit Spinoza, qui accuse les autres philosophes et les moralistes, de ne pas voir l'homme tel qu'il est, mais comme eux voudraient qu'il soit pour convenir à leur philosophie.

Spinoza se différencie complètement de Hobbes pour qui l'homme est un loup pour l'homme. De son côté, Spinoza le considère comme un semblable avec qui il peut passer un accord de mutuelle entraide. « Si deux individus, s'étant mis d'accord, unissent leurs forces, la puissance et par conséquent le droit, dont tous deux jouissent ensemble activement au sein de la nature, dépasse la puissance de chacun pris isolément. Plus les individus qui s'unissent d'une telle alliance sont plus nombreux, et plus le droit dont ils jouissent ensemble sera considérable<sup>1</sup> ». Spinoza voit l'homme utile à l'homme, et cela, même si, par nature, il est passionnel, compétitif et ambitieux.

Les hommes sont nécessairement en proie aux sentiments. Du seul fait de leur constitution, ils plaignent leurs semblables malheureux pour les envier au contraire lorsqu'ils les voient heureux, et ils sont plus enclins à la vengeance qu'au pardon; d'autre part, chacun voudrait faire adopter aux autres sa règle personnelle de vie, leur faire approuver ce que lui-même approuve, rejeter ce que lui-même rejette; or puisque les hommes veulent ainsi se pousser à la première place, ils

---

<sup>1</sup> TP, chap.2, par.13.

entrent en rivalité, ils tentent, dans la mesure de leur pouvoir de s'écraser les uns les autres; et le vainqueur, à l'issue de cette lutte, se glorifie d'avoir causé plus de préjudice à autrui, que d'avoir gagné quoi que ce soit pour soi-même.

Il se distingue encore de Hobbes qui pense que l'homme renonce à son droit de nature en échange du droit civil. Pour Spinoza, le droit de nature est inaliénable, aucun homme ne peut y renoncer définitivement, même s'il le voulait. Ce qui pose la nécessité de bien connaître le droit naturel et la nature de l'homme pour l'éduquer à y renoncer de lui-même en jugeant par lui-même des avantages qu'il tire de l'existence des lois dans l'État. Spinoza fait remarquer : « Les hommes ont besoin d'être guidé assez ingénieusement, pour ne pas se sentir mener, mais pour s'imaginer qu'ils vivent à leur gré et en vertu d'une libre décision. Afin de les contenir, il faudra donc faire appel qu'à leur amour de la liberté, leur envie d'augmenter leur possession et leur espoir de parvenir aux honneurs publics<sup>2</sup>. » Le droit naturel ne doit donc être contrarié car c'est lui qui insuffle à l'homme la puissance de son effort, cependant que la Nation peut en tirer beaucoup d'avantages et de puissance.

Qu'est-ce que le droit naturel? Pour Spinoza, c'est le désir de convoiter qui détermine la conduite de l'homme et avec laquelle s'identifie leur effort de conservation<sup>3</sup>. En posant le désir de convoiter inaliénable, Spinoza montre que les lois doivent être en accord avec le droit naturel de l'homme et que le perfectionnement humain concerne le discernement de son utile propre. D'ailleurs, il faut dire que ce que nous appelons la corruption ou la faute n'existe qu'en relation avec la législation d'un État et non en l'homme lui-même.

---

<sup>2</sup> TP, chap.10, par.7.

<sup>3</sup> TP, chap.2, par.5.

Spinoza considère que « la législation est l'âme de l'État; si elle dure, l'État, de son côté est nécessairement conservé. Or, que doit être une législation pour résister à tous les dangers. Elle doit prendre appui sur la raison et sur la disposition passionnée propre à tous les humains. En d'autres termes, si elle n'a pour soutien que la raison, elle est entachée de faiblesse et elle succombe facilement<sup>4</sup>. » Les bonnes lois s'accordent avec le droit de convoiter tout en y associant des sanctions qui conduiront les hommes à juger que la peine est trop lourde pour la valeur de l'objet. Spinoza n'est pas un partisan de l'augmentation du nombre de lois et bien que le but de l'État ne soit pas la crainte, il considère que la crainte est nécessaire pour contenir les excès des hommes. En attendant, bien sûr, que l'homme apprenne à penser par lui-même, ce qui pourquoi il écrit l'*Éthique*, car c'est une condition essentielle si nous voulons vivre en paix et prévenir la complaisance et la fourberie qui résulteraient des lois contre-nature. « Moins il est laissé aux hommes de liberté de juger, plus on s'écarte de l'état le plus naturel, et plus le gouvernement a de violence<sup>5</sup>. » La meilleure règle de gouvernement est donc d'accorder aux hommes la liberté de jugement et de ne pas s'opposer à leur désir de convoiter tout en aménageant des lois qui les conduisent à réfléchir aux avantages pour eux de s'en garder. La vocation de l'État est d'assurer la sécurité des citoyens et l'expression de leur nature particulière dans la concorde.

Pour que la fidélité donc et non la complaisance soit jugée digne d'estime, pour que le pouvoir du souverain ne souffre d'aucune diminution, n'ait aucune concession à faire aux séditeux, il faut nécessairement accorder aux hommes la liberté du jugement et les gouverner de telle sorte que, professant ouvertement des opinions diverses et opposées, ils vivent cependant dans la concorde. Et nous ne

---

<sup>4</sup> TP, chap.10, par.9.

<sup>5</sup> TTP, chap.20, p.334.

pouvons douter que cette règle de gouvernement ne soit la meilleure, puisqu'elle s'accorde le mieux avec la nature humaine<sup>6</sup>.

Il se peut, cependant, que notre liberté de juger peut être entravée par des idées confuses concernant la paix et la liberté, par des préjugés tenus en vérités par le vulgaire.

Ainsi, pour Spinoza, la paix ne veut pas dire simplement une absence d'hostilité. « La paix, en vérité, n'est pas une simple absence d'hostilité, mais une situation positive, dont une certaine force de caractère est une condition<sup>7</sup>. » C'est donc une situation qui suppose beaucoup d'éducation pour contenir l'agitation naturelle des hommes et encourager la concorde. Selon lui, la liberté est loin d'être ce libre-arbitre qui sort l'homme de l'ordre de la nature, l'autorise à défier les lois (de la nature) comme bon lui semble, se conçoit comme un empire dans un empire. D'après lui, ce n'est pas l'obéissance aux lois qui fait de l'homme un esclave, c'est la raison de son obéissance. Un esclave est un homme qui obéit sans connaître l'utilité de son obéissance pour lui-même. Un homme libre est celui qui obéit en étant conscient de faire la chose la plus utile pour lui et d'avancer sur la voie qui le conduit au souverain bien.

On pense en effet que l'esclave est celui qui agit par commandement et l'homme libre, celui qui agit selon son bon plaisir. Cela cependant n'est pas absolument vrai, car en réalité, être captif de son plaisir et incapable de ne rien voir ou faire qui nous soit vraiment utile, c'est le pire esclavage, et la liberté n'est qu'à celui qui sous son entier commandement vit sous la seule conduite de la raison<sup>8</sup>.

Comme il pense que la liberté est une valeur ou une perfection, tout ce qui, en l'homme, indique une faiblesse, ne peut être rapporté à la liberté. Ainsi, un homme qui ne raisonne pas par lui-même ne peut pas être dit libre. Un homme libre, c'est celui qui a la puissance d'exercer une action conformément aux lois de la raison. D'où l'idée

---

<sup>6</sup> TTP, chap.20, p.334.

<sup>7</sup> TP, chap. V, par.4.

<sup>8</sup> TTP, chap.16, p.267.

d'élaborer son projet éthique déduit de la situation propre à la nature humaine qui comprend le désir de convoitise selon la nature de sorte que l'homme renonce de lui-même à exercer son droit de nature et juge plus utile pour lui d'obéir à la législation de l'État.

1.2 La valeur (éphémère ou éternelle) que se donne un État, l'effet de cette valeur sur ses représentants, l'effet du pouvoir sur eux qui sont des exemples d'autorité pour les citoyens.

D'abord, qu'est-ce, pour Spinoza, un État ou le droit de l'État? C'est, tout simplement, le droit naturel déterminé par la puissance, non plus de chaque homme, mais de la masse en tant qu'incarnation d'une personnalité spirituelle<sup>9</sup>. En effet, selon lui, « le droit naturel du genre humain n'est concevable que sous de précises conditions : les hommes doivent accepter une législation générale; en mutuelle collaboration, ils doivent être capables de défendre le territoire où ils habitent et cultivent, de s'entourer des fortifications, de repousser toute attaque du dehors, en un mot de vivre comme bon leur semble<sup>10</sup> ».

Le but de l'État, ou de cette personnalité spirituelle, ce n'est pas d'inspirer la crainte afin que les citoyens obéissent à ses lois, c'est d'inspirer la sécurité nécessaire pour que chacun jouisse de la liberté nécessaire à l'augmentation de sa puissance, intellectuelle et matérielle, et à l'expression de sa nature particulière.

(...) au contraire, c'est pour libérer l'individu de la crainte, pour qu'il vive autant que possible en sécurité, c'est-à-dire conserve, autant qu'il se pourra, sans dommage pour autrui, son droit naturel d'exister et d'agir. Non, je le répète, la fin de l'État n'est pas de faire passer des hommes de conditions d'êtres raisonnables à celle de bêtes brutes et d'automates, mais au contraire il est institué pour que leur âme et leur corps, en sûreté de toutes leurs fonctions, pour qu'eux-mêmes usent d'une Raison libre, pour qu'ils ne luttent point de haine, de colère ou de ruse, pour

<sup>9</sup> TP, chap.3, par.2.

<sup>10</sup> TP, chap.2, par.15.

qu'ils se supportent sans malveillance les uns les autres. La fin de l'état est donc en réalité la liberté<sup>11</sup>.

Spinoza impute les problèmes sociaux à la valeur d'une nation donnée. Aussi, « les défauts, le laisser-aller et la rébellion généralisés des sujets sont imputables à la nation, la valeur de leur conduite et de leur constante fidélité aux lois doivent être rapportées surtout à la valeur de cette nation donnée et à l'exercice absolu qu'elle sait faire de son droit<sup>12</sup>. »

Il distingue la valeur du citoyen de la valeur de l'État. « Tandis que la liberté ou la force intérieure constitue la valeur d'un particulier, un État ne connaît d'autre valeur que sa sécurité<sup>13</sup>. » Qu'importe, puisque la liberté et sécurité sont deux valeurs qui exigent toutes deux d'être comprises rationnellement pour vraiment exister. Ainsi, « (...) l'État le meilleur est celui où les hommes vivent dans la concorde, nous voulons parler d'une vie humaine définie (...) par la raison comme vraie valeur et vraie vie de l'esprit<sup>14</sup> ». Autant pour l'homme que pour l'État, la raison ou le deuxième genre de connaissance est la meilleure façon d'assurer son indépendance et sa puissance. « Or, la meilleure façon de vivre qu'un individu quelconque puisse adopter, en vue de se conserver le mieux possible, repose sur la discipline de la raison; donc la conduite la meilleure –qu'il s'agisse d'un homme ou d'une nation –sera toujours la plus indépendante<sup>15</sup>. » Seulement, il arrive très souvent que la sécurité ne soit pas conçue selon la raison lorsqu'elle est considérée seulement sous la forme matérielle, donc éphémère. En ce cas, la valeur de sécurité de la nation affaiblira l'âme de ses

---

<sup>11</sup> TTP, chap.20, p.329.

<sup>12</sup> TP, chap.5, par.3.

<sup>13</sup> TP, chap.1, par.6.

<sup>14</sup> TP, chap.5, par.5.

<sup>15</sup> TP, chpa.5, par.1.

représentants. En effet, pour Spinoza, l'âme humaine souffre de l'idée que les hommes se font du souverain bien et qui peut se ramener à trois choses : la richesse, les honneurs, le plaisir sensuel. Elle en souffre car, de par sa nature, elle a plutôt besoin, pour sa santé, de l'idée d'une chose éternelle et non éphémère.

Aussi la valeur de la nation, si elle concerne une chose matérielle et éphémère et non spirituelle comme la paix ou la sécurité intérieure, a des effets réducteurs de liberté, à long terme, sur les représentants de son autorité, et enfin à celle des citoyens. Ce n'est donc pas à cause de la méchanceté des hommes qui naissent, ignorants de leur rôle de citoyen, qu'existe la corruption, mais à cause de la qualité de la valeur de l'état et de la tendance des citoyens à imiter les représentants de l'autorité qui respectent, ou non, sa législation.

Pour la découvrir (la meilleure forme de gouvernement), il suffit de ne jamais oublier le but poursuivi par l'état de société. Ce but n'est autre que la paix et la sécurité de la vie. Le meilleur État, par conséquent, est celui où les hommes vivent dans la concorde, et où la législation nationale est protégée contre toute atteinte. En effet, les séditions, les guerres, l'indifférence systématique ou les infractions effectives aux lois sont bien plus imputables aux défauts d'un État donné, qu'à la méchanceté des hommes. Car les hommes ne naissent point membres de la société mais s'éduquent à ce rôle; d'autre part, les sentiments humains naturels sont toujours les mêmes<sup>16</sup>.

Spinoza propose que les fonctionnaires, qui servent d'exemple, et ne respectent pas les lois, soient soumis à des amendes très sévères. Mais il faudrait aussi que l'État sache prévenir l'effritement de la liberté intérieure de ses représentants et ne pas les exposer trop longtemps à l'exercice du pouvoir et de la vie publique. Le problème, c'est que le pouvoir rend arrogant et la vie publique expose l'homme à rencontrer des hommes plus puissants que lui qui voudront le dominer. rendent passif. « L'insolence caractérise

---

<sup>16</sup> TP, chap.5, par.2.

tous les hommes en position de dominer; même les gens en place désignés pour un an, deviennent insolents. On imagine, dès alors, quelle attitude peuvent prendre des nobles à qui les honneurs sont assurés pour toujours! <sup>17</sup>».

En plus de la valeur de la nation, Spinoza a mentionné aussi que les défauts de l'État dépendaient de l'exercice qu'il sait faire de son droit, c'est-à-dire, de sa capacité à se faire craindre et respecter.

Voilà ce que déduit Spinoza pour expliquer le cas où il y aurait plus de corruption dans un pays que dans un autre :

il ressortirait d'une telle suite d'événements : cette nation n'a pas pris de dispositions suffisantes en vue de la concorde, et sa législation n'aurait pas été instituée avec assez de sagesse; par suite, la jouissance de son droit en tant que nation n'aurait pas été absolue. En effet, une forme d'état de société qui n'a pas éliminé les causes de séditions, et au sein de laquelle la guerre est toujours à craindre, tandis que les lois sont fréquemment enfreintes de l'intérieur, ne diffère pas beaucoup de l'état de nature. C'est-à-dire que chacun, y vivant à son gré, est en grand danger de perdre la vie<sup>18</sup>.

La cause la plus menaçante de destruction à prévoir pour un État a été déjà identifiée par Machiavel, un autre philosophe que Spinoza tient en haute estime. « Un État, comme un corps humain, s'incorpore des éléments nouveaux chaque jour; il a donc besoin de temps à autre de se purifier par une certaine médecine<sup>19</sup>. » Aussi, il est nécessaire de faire des vérifications de temps en temps et de faire enquête sur les actes des politiciens et des fonctionnaires, par exemple, des syndic ou comité de vérificateurs. Toutefois, les syndic ne parviendraient guère qu'à assurer le régime constitué, ils

---

<sup>17</sup> TP, chap.8, par.25.

<sup>18</sup> TP, chap.5, par.2.

<sup>19</sup> TP, chap.10, par.1.

pourraient empêcher que les lois soient enfreintes mais ne pourraient empêcher la corruption. Spinoza pense d'ailleurs qu'elle est inévitable.

Durant le règne de la paix, en effet, les hommes, délivrés de la peur, cessent d'être sauvages et barbares; ils se civilisent et s'humanisent, puis cette évolution se poursuit de plus en plus dans le sens de la mollesse et de la paresse. Ils ne cherchent plus à rivaliser en valeur, mais en luxe et en débauche. Si bien qu'ils se lassent des mœurs traditionnels à la patrie et adoptent des coutumes étrangères, c'est-à-dire, cèdent au plus fâcheux esclavage<sup>20</sup>.

Nous voyons donc que la nation est fragile et sa santé ou sa force tient dans sa valeur de l'État et dans sa puissance à faire respecter ses lois par ses propres fonctionnaires, d'abord.

Il est donc essentiel, pour une nation qui veut durer, d'être gouvernée par un régime politique qui conçoit la sécurité et la nature de l'homme selon la raison et se sert de ses institutions d'enseignement pour préparer les enfants et éduquer les hommes à jouer leur rôle de citoyen pour ces quatre raisons. La première, le droit de nature est antérieur à la raison, la deuxième, l'homme ne peut s'éduquer tout seul à son rôle de citoyen, la troisième, la tendance naturelle des citoyens à imiter la moralité des représentants de l'autorité, la quatrième, les effets passifs, l'arrogance et l'insolence, que produit inévitablement le pouvoir sur ses représentants.

Ainsi, en tenant compte de la nature de l'homme, l'État peut former une idée claire de ce qu'elle doit attendre de ses représentants; et surtout, ne pas ignorer les risques, pour lui-même, de l'érosion de la liberté intérieure de ses fonctionnaires.

---

<sup>20</sup> TP, chap.10, par.4.

Spinoza reconnaît que la raison est une voie difficile. Cependant, comme nous l'avons dit, il ne croit pas qu'il faille avoir des lois pour des choses qui concernent la nature de l'homme.

3. Les solutions proposées par Spinoza : Considérer la nature humaine telle qu'elle est, être conscient de l'importance d'une valeur spirituelle pour la conservation de l'État, adopter des lois sévères pour les politiciens et les fonctionnaires, créer des syndicats pour protéger la législation, identifier les politiciens et les fonctionnaires par une tenue distinctive, faire prêter serment sur la paix et la liberté de l'État au lieu de faire prêter serment sur Dieu. Comme l'homme ne perd jamais son droit de nature ou son désir de convoiter, l'État ne peut pas prévoir ni interdire les actes de corruption. Cependant, l'État peut protéger ses fonctionnaires de la passivité qui résulte de leur position: 1. Par des lois très sévères pour punir les actes de corruption commis par des représentants de l'autorité. 2. Par des mandats écourtés pour les hauts fonctionnaires. 3. En les distinguant des autres par une tenue qui serve à les faire reconnaître dans la foule, à être salués d'un titre particulier, à leur montrer une certaine déférence<sup>21</sup>. 4. En faisant prêter serment sur l'idéal général de la communauté au lieu de faire prêter serment sur Dieu qui est un idéal personnel.

Ceux que la loi oblige à prêter serment craindraient très bien davantage de se parjurer, s'il leur était ordonné de jurer sur le salut et la liberté de leur patrie, ou sur l'assemblée suprême, plutôt que sur la parole de Dieu. Car celui qui fonde son serment sur Dieu engage un idéal tout personnel, qui lui appartient d'apprécier. Mais celui qui le fonde sur la liberté et le salut de la patrie engage un idéal général, auquel tous les citoyens ont part, et dont l'appréciation lui échappe. En prêtant un faux serment, il se déclarerait par là même ennemi de sa patrie<sup>22</sup>.

Cette dernière solution nous paraît très originale et mieux adaptée à notre temps où bien des personnes prêtent serment sans vraiment croire en Dieu.

### 3.1 Notre solution: une éducation concernant le projet éthique de Spinoza.

---

<sup>21</sup> TP, chap. 8, par.47.

<sup>22</sup> TP, chap. 8, par.48.

Nous pensons en effet que l'État peut prévenir la corruption et mine sa puissance, en donnant à ses fonctionnaires et citoyens une éducation qui les conduisent à approfondir les conséquences de leur fonction, en tant qu'ils seront des exemples et devront se protéger des effets qui résultent de l'exercice continue du pouvoir. Comme Spinoza, nous pensons que la paix de l'État dépend d'une certaine force de caractère.

Nous pensons que cette force de caractère dépend, à son tour, d'une éducation. L'éducation ne doit pas faire que les hommes apprennent à obéir en esclaves et à subir la domination des représentants de l'autorité, ni les laisser aller à leurs passions sans parler de leur effets d'abrutissement sur leur esprit, ce qui est inutile pour eux et pour l'État. L'éducation doit former des hommes libres, des esprits puissants, des âmes fortes. Les lois doivent être instituées dans un esprit de sagesse pour éviter l'intolérance, les haines, la corruption, les séditions, les guerres et épargner les citoyens du danger constant de perdre leur vie<sup>23</sup>.

Nous pensons que le projet étique de Spinoza qui conçoit le progrès intellectuel de l'homme singulier, ou la raison, comme son bien le plus précieux et le meilleur moyen d'assurer la paix, la sécurité et la prospérité de la nation<sup>24</sup>, peut être enseigné par les institutions de l'État. Si, de plus l'État se donne une valeur plus élevée que la simple sécurité matérielle, il bénéficierait d'une force très puissante pour défendre son indépendance.

Nous avons étudié la conception de l'homme et de l'État chez Spinoza dans le but de faire ressortir la nécessité pour l'État de tenir compte de la nature humaine et des effets

---

<sup>23</sup> TP, chap.5, par.2.

<sup>24</sup> TP, chap.1, par.6.

de l'exercice du pouvoir. Un État qui gouverne selon la raison ne peut pas se permettre d'avoir des dirigeants corrompus qui contamineront les citoyens ni laisser les citoyens s'éduquer tout seul à leur rôle. Il veillera au contraire bien préparer les hommes à assumer ce rôle. L'État s'assurera d'une paix plus prospère si elle a des citoyens et fonctionnaires à l'âme forte qui veulent être libres, utiles à eux-mêmes et aux autres.

### Épilogue.

Spinoza énonce quatre grands avantages pour l'homme, en tant qu'individu et citoyen, de comprendre qu'il suit les lois de la nature et, par conséquent de se libérer des superstitions engendrées par la doctrine finaliste et la croyance en le libre-arbitre, au temps où nous étions ignorants des causes.

Le principal avantage est de déculpabiliser l'homme pour les mouvements de sensibilité qu'il subit, de pouvoir comprendre son affectivité selon les lois de la nature et de connaître la satisfaction comprendre sa nature<sup>25</sup>. Ajoutez que Spinoza lui donne une raison de s'estimer puisqu'il reconnaît à la nature de l'homme une parcelle de la perfection dont Dieu est la cause. Aussitôt, la vertu ne consiste plus à maîtriser les événements mais à percevoir une connaissance vraie de Dieu qui s'accorde à la joie d'une bonne action. « Elle consiste dans la connaissance de Dieu, qui nous conduit à n'accomplir que les actions que conseillent l'amour et la moralité<sup>26</sup>. » L'esprit a besoin d'une éducation spirituelle car il est déterminé à connaître la cause de sa propre essence; détermination qui donne à l'esprit le sens de son activité et de son expérience. L'esprit

---

<sup>25</sup> TP, chap. 1, par.4.

<sup>26</sup> E 2P48S.

qui se sert de la raison suit nécessairement le sens de la nature, c'est-à-dire de l'accord entre les hommes et de la conservation de la paix.

Le deuxième avantage est de nous apprendre comment nous comporter à l'égard des choses qui ne sont pas en notre pouvoir. L'homme conscient d'être déterminé par les lois de la nature peut apprendre d'elles et former une idée plus adéquate de sa véritable puissance et des préventions qu'il doit prendre pour la maintenir.

Le troisième et le quatrième avantage concernent les relations avec les autres et la gouvernance des citoyens. Puisque tout le monde suit les lois de la nature, cette doctrine enseigne le respect des autres, la tolérance, le contentement de soi et la solidarité humaine sous la conduite de la raison. Elle considère la véritable liberté du point de vue de l'esprit humain. Aussi, « cette doctrine est utile à la société commune en tant qu'elle nous apprend dans quelles conditions les citoyens doivent être gouvernés et dirigés, afin de n'être pas des esclaves, mais de pouvoir accomplir librement les actions les meilleures<sup>27</sup> ». Elle nous invite donc à repenser la gouvernance et l'éducation des hommes en tenant compte de la nature réelle de l'homme, de la nécessité de se voter des lois et de donner les moyens d'y être fidèle, une plus grande force d'âme pour assurer la liberté de leur esprit et la paix de l'État. Spinoza pense qu'il n'y a que des avantages à connaître l'homme selon la raison car plus celui-ci se comprend distinctement, plus sa puissance d'agir est aidée.

---

<sup>27</sup> E 2P48C.